

les **IR**
Républicains
Val-de-Marne
Autrement

Moins de moyens pour les collectivités, c'est moins de services publics de proximité pour les citoyens !

La majorité présidentielle aime rappeler son attachement aux territoires et aux élus locaux. Elle reconnaît volontiers le rôle central des Régions, des Départements et des Communes dans la gestion de la crise sanitaire ou encore dans la résorption des différentes fractures sociales et territoriales qui traversent notre pays.

Pourtant dès qu'il s'agit de passer de la parole aux actes, les bonnes intentions sont bien vite oubliées.

De façon incohérente, budget après budget, le gouvernement diminue les moyens et les marges de manœuvre des collectivités et continue dans sa volonté d'affaiblir les collectivités territoriales.

Le plan de finances pour 2021 poursuit la mise sous tutelle financière des collectivités. Après avoir privé les communes de lever la taxe d'habitation, les départements de lever leur partie de taxe foncière, l'État décide de nouveau de supprimer en partie des impôts qui ne lui appartiennent pas en supprimant 10 milliards d'euros sur les impôts dits économiques, perçus par les collectivités. Il s'agit d'une nouvelle façon d'asphyxier les collectivités territoriales.

Malgré tous les discours, la décentralisation est aujourd'hui en danger. L'autonomie

financière des collectivités locales, qui leur garantissait une liberté de gestion, est en train de disparaître au profit de compensations financières qui dépendent du bon vouloir de l'État et qui d'une année à l'autre sur simple décision du Parlement peuvent être réduites.

C'est une situation dangereuse car lorsque l'État met à mal l'autonomie financière des collectivités locales, ce n'est pas les élus qu'il punit. Cette question n'est pas un débat de spécialistes ou un caprice des élus locaux pour conserver leurs prérogatives.

Moins d'autonomie pour les collectivités, c'est aussi moins de moyens et c'est surtout moins de services publics de proximité.

Cette question est d'autant plus importante pour les élus qui doivent accueillir des populations nouvelles et/ou répondre aux besoins croissants des habitants.

Concrètement, dans une journée ordinaire, moins de moyens pour les collectivités, c'est moins de crèches, d'écoles, de cantine et de garderies pour vos enfants, moins de collèges et de lycées entretenus et équipés pour la réussite des jeunes, moins de transports en commun pour aller travailler, moins de collecte et de tri d'ordures pour une vie agréable, moins d'entretien des

espaces verts pour votre cadre de vie, moins de construction de logements sociaux ou d'action sociale pour répondre aux accidents de la vie et accompagner les plus fragiles, moins d'équipements pour faire du sport, moins d'événements culturels pour vous divertir, moins de vie associative, moins d'aides pour l'installation d'entreprises ou de services dans votre territoire...

Sommes-nous prêts à renoncer à tous ces services publics de proximité qui ponctuent notre quotidien... ou à subir une augmentation conséquente de leurs tarifs car le gouvernement aura privé les collectivités des recettes nécessaires à leur bon fonctionnement ?

En définitive, **lorsque l'État met à mal l'autonomie financière des collectivités locales, des mairies, des départements et des régions, c'est vous qu'il punit !** C'est votre quotidien qu'il rend plus difficile, votre cadre de vie qu'il dégrade, vos services publics de proximité qu'il diminue, votre pouvoir d'achat qu'il affaiblit et c'est bien l'affaire de tous. ■

Les élus du groupe Les Républicains Val-de-Marne Autrement

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement